

[Text]

apaiser les inquiétudes sur le sort de la langue française dans une Amérique du Nord largement anglophone, mais aussi et surtout contribuer à son épanouissement.

Nous ne croyons pas qu'il s'agit là d'une réponse complète au problème. Nous allons continuer à poursuivre d'autres voies parmi lesquelles la plus fructueuse sera peut-être la voie constitutionnelle.

L'élection récente au Québec n'a pas résolu entièrement le problème. Au contraire, elle en a posé en quelque sorte les données. C'est pourquoi nous sommes heureux que le Comité conjoint ait l'occasion d'étudier les modalités de notre politique, modalités qui constituent le point de départ qui nous permettra d'entamer un véritable dialogue avec les provinces.

I think we are all very conscious, gentlemen, of the coming to power in Quebec of a new majority government. We are also conscious of the strong showing of the Parti Québécois. What do these events mean for the future of Quebec? What do they mean for the future of Canada? To what extent do they bring into question the traditional consensus of the Canadian people that whatever our differences we can live together better than we can apart? How do those recent events affect our policies and our timetable? I think it is too soon for me to attempt to answer those questions.

Obviously I believe the government must re-examine its position in the light of these events. Indeed, I think we must re-examine the whole process of constitutional review to ensure that it is responding to the real needs of our time. However, I am not here, Messrs. Chairmen, at your invitation to canvass that broad question. Your Committee may in due course wish to make its own assessment of that situation and in the meantime you will no doubt want to be informed with respect to what has gone before and what has led up to today. I suppose my primary purpose here is to give you an historical review of the constitutional process.

Before embarking on an account of what has transpired to date, the proposals that the federal government has advanced and the priorities as we have seen them, I want to make one thing clear at the outset. That is, that the Government of Canada has been and remains flexible in its approach to a constitutional review. The constitutional papers that were published—and of which I hope your Committee has possession—by the federal government, as we have frequently reiterated, are tentative proposals. They set out tentative

[Interpretation]

largely English-speaking North America, but also and particularly to contribute to its flourishing.

We do not think this is the complete answer to the problem, but we are going to pursue other avenues among which the most fruitful will perhaps be the constitutional avenue.

The recent elections in Quebec have not solved the problem completely. On the contrary, this election has brought to light the various elements of that problem. That is why we are happy that this joint Committee has the opportunity to study the terms of our policy which is the starting point which will allow us to start a concrete dialogue with the provinces.

Nous savons tous, messieurs, qu'il y a au Québec un nouveau gouvernement qui a pris le pouvoir et, d'autre part, le Parti Québécois, bien sûr, a fait belle figure. Qu'est-ce que ceci veut dire pour l'avenir du Québec et du Canada? Dans quelle mesure est-ce que ceci mettra en cause le consensus traditionnel du peuple canadien selon lequel, quelles que soient les différences qui existent entre nous, nous pouvons mieux vivre ensemble que séparément? Comment ces événements récents affectent-ils notre politique et notre programme? Je pense qu'il est trop tôt, à l'heure actuelle, pour que j'essaie de répondre à ces questions.

De toute évidence, le gouvernement doit réétudier sa position à la lumière de ces événements. En fait, je pense qu'il faudrait réexaminer tout le processus de la révision constitutionnelle afin de nous assurer que cela répond aux véritables besoins de l'heure. Toutefois, je ne suis pas venu ici ce matin, à votre invitation, messieurs les présidents, pour passer en revue toute cette question. Le Comité voudra peut-être en temps et lieu évaluer cette situation. Entre-temps, vous voudrez sans doute être renseignés sur ce qui s'est passé jusqu'ici. Je pense donc qu'il s'agit, pour moi de faire un résumé historique de ce que nous avons fait en matière constitutionnelle.

Avant de parler de ce qui s'est passé jusqu'à présent, des propositions du gouvernement fédéral et des priorités, je voudrais préciser quelque chose dès le départ. C'est que le gouvernement du Canada a eu et garde une position très souple face à la révision constitutionnelle. Les documents constitutionnels qui ont été publiés, et j'espère que le Comité les a en main, par le gouvernement fédéral sont, comme on a sans cesse répété, des propositions qui ne sont pas définitives. Ce sont tout simplement des projets.